

# Rwanda

## Les missiles de 1994 sont passés par la Belgique.

Colette Braeckman

Le Soir, 21 avril 1998, page 1

**Les fusées sol-air qui ont abattu l'avion d'Habyarimana auraient transité par Bruxelles et Ostende.**

L'histoire du Rwanda bascule le 6 avril 1994 à 20 h 23, lorsque l'avion Falcon qui ramène de Dar es Salaam le président Habyarimana et son collègue burundais est abattu par deux missiles tirés coup sur coup. Depuis quatre ans, le secret de cette tragédie pèse sur le destin du Rwanda. En France cependant, la mission d'information pourrait bien être amenée à se saisir du dossier et, en Belgique, certaines pistes mériteraient d'être à nouveau suivies.

En effet, le Belge Christian Tavernier, connu comme le chef des mercenaires à Kisangani en 1997 mais qui fut aussi, durant longtemps, membre du Conseil de Sécurité de Mobutu, nous a confié les résultats d'une investigation interne menée à l'époque par le SARM zaïrois, (service d'action et de renseignement militaire).

Selon cette enquête, un lot de six missiles sol-air aurait été acheminé vers Goma à la veille du 6 avril au départ d'Ostende, après avoir transité à Bruxelles par... le garage situé au dessous de l'ambassade du Zaïre, rue Marie de Bourgogne!

Les engins auraient été fournis et

transportés par un marchand d'armes très connu en Afrique centrale, M. H., qui aurait exécuté une commande. Tavernier assure ignorer l'identité du destinataire final, les représentants zaïrois en Belgique s'étant contentés de fournir une déclaration de complaisance.

Au vu de la personnalité et des relations de M. H., les commanditaires potentiels sont nombreux : H. a travaillé pour les services français et a gardé de nombreux contacts à Paris; il approvisionne régulièrement les milices armées du Burundi; il a soutenu le président ougandais Museveni, fourni des armes au Front patriotique rwandais et connaît personnellement le vice-président Paul Kagame. Last but not least, très bien introduit auprès du président Mobutu, il est aussi en relations d'affaires avec les généraux Nzimbi et Baramoto, ainsi qu'avec Kongulu Mobutu, le fils du président.

Selon Tavernier, Mobutu aurait été averti, après coup, de ce transport impliquant certains de ses proches, et aurait ordonné le silence sur cette affaire, assurant que son ambassadeur ignorait l'utilisation finale des engins. Il n'empêche que le 6 avril 1994, Mobutu, qui était lui aussi attendu à Dar Es Salaam, se décommanda en dernière minute, et aurait tenté de dissuader

Habyarimana de faire le voyage.

Le témoignage de Tavernier aurait pu n'être qu'une pièce de plus au dossier, un point d'interrogation teinté d'une nuance de doute, s'il ne recoupaît curieusement, et de manière très précise, une note secrète sur le Rwanda qui fut communiquée le 22 avril 1994 par le SGR (service de renseignements de l'armée belge) à l'Etat-major, aux Affaires étrangères, à la Défense et à la Sûreté de l'Etat, sur base d'informations livrées par une "source" du SGR qui mentionne aussi un projet d'attentat contre Tshisekedi.

A l'époque, même si cette note circule dans plusieurs milieux, les ministères concernés ne réagissent pas, la Sûreté de l'Etat est sceptique (et l'est encore aujourd'hui!). Huit mois plus tard, M<sup>me</sup> Véronique Paulus de Châtelet, qui vient d'être nommée à la tête du comité R, découvre une copie de cette note secrète et s'insurge contre

la Sûreté qui a gardé cette information sous le boisseau, ce qui fera d'ailleurs l'objet d'un incident entre le Comité R, qui contrôle les services de renseignement, et la Sûreté, qui s'occupe du renseignement civil. ("Le Soir" du 26 octobre 1995).

Il faut noter que le "transit belge" des fameux missiles ne dément en rien les hypothèses déjà formulées à propos de leur provenance (des stocks irakiens saisis par les Français pendant la guerre du Golfe), de leurs utilisateurs (une équipe de tireurs européens, sans doute de nationalité française) et de leurs commanditaires présumés, les milieux extrémistes hutus. Si M. H. est bien le transporteur, on ne peut cependant exclure qu'il ait informé ses autres relations d'affaires, Museveni et Kagame, ce qui pourrait expliquer le fait que le FPR n'ait jamais éprouvé le besoin de mener l'enquête à propos de l'attentat qui déclencha le génocide.